Arménie : le Premier ministre contesté et Bakou toujours aussi exigeant

Description

Le 12 juin, l'annonce par le Premier ministre arménien Nikol Pachinian de la quasi-finalisation d'un accord de paix avec l'Azerbaïdjan a déclenché des émeutes à Erevan, entraînant des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre devant le bâtiment de l'Assemblée nationale. Les autorités se sont félicitées de la réaction de la police, défendant son action comme étant « *strictement dans le cadre de la loi* ». Pourtant, la violence des manifestations a conduit à 98 blessés parmi les civils et les forces de l'ordre, dont 32 sont toujours hospitalisés selon le ministère de la Santé. La police a également arrêté et placé en garde à vue une centaine de personnes. La responsable d'Amnesty international pour le Caucase du Sud, Natalia Nozadze, a dénoncé la violence de la répression, tandis que gouvernement et opposition (qui réclame la destitution du Premier ministre, option rejetée par le Parlement) s'accusent mutuellement d'avoir provoqué ces débordements.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont mené plusieurs séries de pourparlers pour délimiter leur frontière commune et trouver une solution durable à leurs désaccords. Dans le cadre de ces négociations, N. Pachinian a accepté en 2024 un transfert territorial de villages azerbaïdjanais situés en Arménie , déclenchant de fortes tensions au sein du gouvernement et de la population. Les négociations avec l'Azerbaïdjan butent en outre sur l'exigence de Bakou de voir modifier la Constitution arménienne pour l'ajuster à l'annexion du Karabagh, une proposition fermement refusée pour l'instant par le gouvernement arménien.

Le 12 juin, le Premier ministre arménien a également annoncé que le retrait de l'Arménie de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) était presque acté et que le pays ne reviendrait pas en arrière.

Sources : *Eurasia.net, Amnesty international*.

date créée
16/06/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Eliot Khubulov